



# La fronde gronde autour du projet d'entrée de Daniel Kretinsky dans le dossier Atos



A la suite de ces opérations, Atos sera renommé Eviden  
©AdobeStock

**L'**annonce de l'arrivée du milliardaire tchèque agite les actionnaires du groupe informatique et les politiques. Le cours de l'action a chuté depuis fin juillet.

La rentrée s'annonce mouvementée pour Atos. Le groupe français de services numériques, qui semblait avoir sauvé sa stratégie – et sa direction – lors d'une assemblée générale mouvementée, fin juin, va maintenant devoir imposer l'arrivée d'un nouvel acteur en son sein, le milliardaire Daniel Kretinsky. Lequel suscite une vente de fronde chez des parlementaires et des actionnaires minoritaires.

Le 1<sup>er</sup> août, le groupe annonçait l'ouverture de négociations exclusives avec l'homme d'affaires tchèque, qui devrait déboucher sur le rachat à 100% par ce dernier de Tech Foundations, les activités historiques d'infogérance d'Atos, ainsi que son entrée au capital de sa division de cybersécurité Eviden. La transaction serait réalisée par EP Equity Investment (EPEI), un fonds détenu principalement par Daniel Kretinsky.

Dans le cadre de cette cession de Tech Foundations, selon le plan prévu, Atos percevra 100 millions d'euros, et Daniel Kretinsky reprendra un passif de 1,9 milliard d'euros. L'entité, qui a réalisé 5,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires au premier semestre 2023, compte au total 52.000 salariés.

A la suite à cette opération, Atos sera renommé Eviden – le nom de sa branche actuelle de cybersécurité – et procédera à plusieurs augmentations de capital d'un montant total de 900 millions d'euros. Daniel Kretinsky, via EPEI, y participera à hauteur de 217,5 millions d'euros. Ce qui lui permettra de contrôler au moins 7,5% du capital du nouvel Eviden, dont il sera ainsi le premier actionnaire.

Ce n'est qu'une semi-surprise : Les négociations étaient en cours depuis plusieurs mois, et des médias en ont fait état dès le mois de mars.

Mais sitôt après son annonce début août, la possible arrivée de Daniel Kretinsky au capital du fleuron tricolore des services informatiques n'a pas manqué de susciter des réactions. Certains n'en reviennent pas, face à ce plan qui ouvre grand les portes du groupe à 11 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 110.000 salariés au milliardaire tchèque, qui a, récemment, déjà réussi à s'imposer dans le dossier d'une autre entreprise en difficulté, Casino.

## Souveraineté

Côté politique, d'abord. Un groupe de 82 députés et sénateurs sous l'étiquette Les Républicains (LR) publiait une tribune dans *Le Figaro* daté du 3 août, appelant à maintenir Atos « sous le giron français », en particulier pour les très sensibles activités de cybersécurité et de calculateurs.

Aussi, « la direction d'Atos n'a pas étudié les offres d'entreprises françaises, le consortium formé par Astek et ChapVision », précise à *L'Agefi* le sénateur Cédric Perrin, par ailleurs vice-président de la commission des Affaires étrangères du Sénat. L'élus du Territoire de Belfort, bastion d'Alstom, se souvient aussi de la vente de la branche énergie de l'industriel à l'américain General Electric en 2015.

En outre, à leurs yeux, « la situation financière d'Atos est aujourd'hui telle qu'il n'est plus si certain qu'Eviden (rebaptisée Eviden, ndlr) sera protégée ». Il est vrai que, dans la foulée de l'entrée en négociations exclusives avec Daniel Kretinsky, les publications d'analystes étaient





dubitatives, et S&P a placé la note de crédit de long terme de l'entreprise sous surveillance. L'action, qui avait déjà chuté de 23% le 28 juillet, a alors encore chuté de 20%.

## Association d'«actionnaires en colère»

Du côté des petits actionnaires, la fronde gronde aussi. La société de gestion Sycomore AM, particulièrement active jusqu'à la dernière assemblée générale des actionnaires qui s'est tenue le 28 juin, est sortie du capital d'Atos, dès la publication de ses derniers résultats trimestriels, à la fin juillet. Atos avait alors annoncé un flux de trésorerie négatif de près d'un milliard d'euros. Sycomore a aussitôt récupéré ses parts en réaction à l'ampleur des pertes annoncées, qui n'avaient donné lieu à aucun profit warning en amont.

Sur les vestiges de son action, une association d'actionnaires minoritaires, l'Udaac (Union des actionnaires d'Atos en colère) a repris la suite de son combat. Elle s'est constituée à partir de fin juillet, dans l'urgence, précisément pour réunir des fonds et des petits actionnaires. Elle a déposé ses statuts il y a quelques jours. Elle dit se préparer à toutes les possibilités, y compris judiciaires.

A ce jour, elle a rassemblé environ 400 petits porteurs, et revendique environ 2,8 millions d'actions Atos cumulées. «Depuis quelques années, nous assistons à la dissolution d'un groupe prestigieux sur le CAC 40 et le SBF 120», précise à L'Agefi Michael Vaqueta, trésorier de l'Udaac et actionnaire minoritaire d'Atos depuis quatre ans. «Nous voulons défendre l'intérêt des actionnaires, et restaurer la confiance du groupe, à travers sa communication financière, de meilleurs choix de gestion, et le renouvellement de son conseil d'administration», poursuit-il. Dans le viseur : entre autres le président d'Atos Bertrand Meunier.

Tous ont en tête les 34% de voix obtenues par la résolution de Sycomore, en juin dernier, qui demandait sa

révocation.

Elle agit aux côtés d'un autre actionnaire minoritaire, Hervé Lecesne, qui dit détenir environ 1% du capital d'Atos à titre individuel, étant ainsi le plus gros de ses petits actionnaires. «Le problème est qu'il y a énormément de petits actionnaires et de petits fonds au capital d'Atos, ce qui nourrit une très forte volatilité. Depuis trois ans, nous essayons de constituer un noyau dur d'actionnaires minoritaires», souligne-t-il.

Lui pointe aussi, à propos du projet d'arrivée de Daniel Kretinsky au capital d'Atos, que ce dernier «ne reprend aucun passif bancaire. C'est scandaleux : il devrait reprendre au moins 50% de la dette bancaire puisqu'il reprend la moitié du groupe», poursuit-il. Il épingle aussi «les erreurs stratégiques et de gestion» d'Atos, la scission qui «a coûté une fortune».

## Attentisme syndical

Les syndicats d'Atos sont, eux, attentistes. La procédure d'information – consultation du CSE avec la direction – a commencé cette semaine en France et en Europe. Dans un communiqué diffusé le 6 août, la CFDT, première organisation syndicale d'Atos, disait accueillir «avec scepticisme et prudence ces annonces et s'interroger sur leurs conséquences sur l'emploi». Sur ce volet, «Daniel Kretinsky a promis de maintenir l'emploi sans conditions pendant deux ans en France», indique Alia Iassamen, coordinatrice CFDT du groupe Atos en France.

Le syndicat demande aussi au gouvernement d'investir dans Atos «afin de sécuriser et développer ces actifs stratégiques et souverains», et «pour stabiliser un actionariat flottant».

Toutes ces frondes auront-elles raisons du projet de rachat par Daniel Kretinsky? Après le capital market day d'Eviden en octobre, Atos convoquera une assemblée générale extraordinaire au dernier trimestre, où ses actionnaires pourront se prononcer sur ce projet de cession.

Capucine Cousin

